La Suisse ne peut compter que sur le droit

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (2007)**

Heft 1727

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1024289

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La Suisse ne peut compter que sur le droit

Jean-Daniel Delley (30 mars 2007)

En ouverture de la campagne pour les élections fédérales, la Basler Zeitung a invité dix personnalités à présenter leurs souhaits pour la Suisse. Carla Del Ponte, procureur général de la Cour pénale internationale pour l'ancienne Yougoslavie, a clos ce cycle (édition du 26 mars 2007) en évoquant la position précaire de notre pays dans le contexte mondial actuel. Une leçon de choses à l'intention des fidèles du réduit qui croient trouver le salut dans l'isolement du pays et dans la défense farouche de notre souveraineté.

Or, nous rappelle Carla Del Ponte, la chute de l'empire soviétique n'a pas engendré un ordre mondial plus juste et plus démocratique. Plus que jamais règnent la politique de puissance et l'arbitraire. Une situation qui se révèle périlleuse pour la Suisse, puissance économique certes, mais nain politique bien isolé pour résister aux assauts de ceux qui convoitent ses richesses. Les pressions exercées par Bruxelles à propos de la faible taxation par les cantons des entreprises holdings en sont un exemple. Tout comme les concessions faites par la Suisse aux Etats-Unis en matière d'entraide judicaire, concessions qui violent clairement notre législation.

D'un point de vue stratégique, l'adhésion à l'Union européenne constituerait la meilleure défense, à la fois face aux autres puissances mondiales et à l'Union elle-même, où la Suisse ne manquerait pas de trouver des alliés.
A défaut, Carla Del Ponte plaide pour que notre pays s'engage pour la promotion d'une juridiction internationale efficace, seule à même de contrer une politique fondée sur la force. C'est parce que cette justice fait défaut que les Etats-Unis ont pu interpréter unilatéralement les conventions de Genève et légitimer des méthodes d'interrogatoire plus que douteuses. C'est pour cette raison aussi que l'Europe décide que les pratiques fiscales de la Suisse violent l'Accord de libre-échange de 1972. A l'image des prisonniers de Guantanamo, notre pays souffre de l'absence d'une instance judiciaire indépendante, compétente pour résoudre les conflits entre les Etats.

Voilà pourquoi les décisions de la Cour internationale de La Haye devraient devenir obligatoires pour tous les Etats. Quant aux détenteurs d'un pouvoir, ils doivent tous craindre qu'une Cour pénale internationale renforcée les poursuive en cas de crimes contre l'humanité ou de violation des droits humains, sans considération aucune pour des intérêts géostratégiques. Et la Suisse peut encore renforcer sa crédibilité internationale en refusant plus fermement encore l'argent des dictateurs avant même qu'ils soient renversés.

Diese Seite stand nicht für die Digitalisierung zur Verfügung.

Cette page n'était pas disponible pour la numérisation.

This page was not available for digitisation.